

Texte action congrès FSU94

La situation politique française s'inscrit dans un contexte international de guerres multiples, plus ou moins médiatisées. La guerre en Ukraine continue, dans le même temps, Israël poursuit son génocide en Palestine tout en menant une guerre sans relâche contre tous ses voisins, et en organisant l'occupation définitive de territoires au Liban et en Syrie, avec la complicité occidentale. Dans ce contexte la FSU se félicite de la chute du régime de Damas et souhaite le meilleur au peuple syrien. La FSU ne se fait aucune illusion sur la nature et les motivations de HTC. Mais la fin de la dictature sanguinaire du clan Assad rouvre la séquence des Printemps arabes et ravive l'espoir de progrès démocratiques dans cette région du monde.

Par ailleurs, la France n'est pas le seul pays en proie aux poussées nationalistes, le retour de Trump aux États-Unis, l'élection de Milei en Argentine, de Meloni en Italie, et les victoires multiples en Europe de leurs alliés doivent nous alerter. L'usage de X et Meta comme vecteurs de diffusion au nom de la "liberté d'expression" d'attaques contre les droits et la démocratie entre autres, est à prendre au sérieux.

La crise climatique révèle et aggrave une crise sociale sans précédent : la situation à Mayotte est catastrophique. La FSU 94 apporte son soutien aux camarades et populations impactés. Dans ce contexte, le nouveau gouvernement a pu dévoiler une fois encore le mépris avec lequel il traite les personnes et les situations pourtant engendrées par l'insuffisance de l'action des pouvoirs publics dans ces territoires. L'abandon et le mépris des besoins de la population en Kanaky, Martinique, Guadeloupe, Guyane et Mayotte sont des manifestations de colonialisme qu'il faut battre.

Après les élections européennes, le Président Macron, comptant sur la division de la gauche face à la montée du RN, a voulu tenter un coup politique et a dissout l'Assemblée nationale.

Cette manœuvre s'est retournée contre son auteur : les partis de gauche, poussés par les organisations syndicales à prendre leur responsabilité, se sont unis sous la bannière du Nouveau Front Populaire. Et à la surprise générale, en premier lieu celle du camp présidentiel, c'est le NFP qui est arrivé en tête de l'élection ! La FSU 94 qui appelait de ses vœux cette union s'est engagée pleinement dans la campagne électorale, pour faire gagner le programme du NFP qui, bien que largement perfectible, était le seul qui offrait un espoir et des perspectives de progrès social.

En refusant de nommer un premier ministre issu du NFP, le président de la République a foulé au pied le vote et la volonté populaire de tourner la page du macronisme. Malgré ce déni de démocratie, le programme du NFP a joué un rôle de boussole dans les

batailles au sein des commissions de l'Assemblée nationale.

Lors des discussions sur le projet de loi de finances, les avancées vers un autre budget et des mesures comme le statut des AESH, sont à mettre à la convergence entre le NFP et le mouvement social. Il est indispensable de continuer à renforcer les propositions de la FSU sur les services publics et les questions relatives au monde du travail, peu évoquées dans le programme, alors qu'il subit l'une des offensives les plus radicales. La FSU94 appelle à participer aux initiatives proposées dans le cadre de la CSP dont la FSU est partie prenante pour la défense et le développement des Services publics.

Tout cela s'inscrit à la suite de deux années de forte mobilisation durant lesquelles le gouvernement, à coup de 49.3, a multiplié les passages en force, alors même que des mobilisations d'une importance historique lui faisaient face. Ce fut le cas pour la réforme des retraites mais aussi pour celle dite du *Choc des savoirs*. Les gouvernements qui se sont succédé sous les quinquennats Macron n'ont pas attendu la victoire du Rassemblement National aux élections européennes pour mener des politiques racistes et autoritaires. C'est ainsi qu'ont été mises en place les lois migrations, toujours plus répressives et inhumaines, légitimant par la même occasion les discours haineux dans la société.

La nomination du gouvernement Barnier sous la coupe de l'extrême droite n'aura guère duré : celui-ci a fini par être censuré le 4 décembre 2024 avec son budget, ce qui pour la FSU 94 est aussi une victoire anticipée de la grève massive du 5 décembre qui a vu un nombre très important de fonctionnaires se mettre en grève et manifester, en particulier dans les cortèges FSU, dans la défense des services publics et contre les 3 jours de carence. Le nouveau premier ministre Bayrou donne des gages aux réactionnaires et à l'extrême droite en maintenant Retailleau au ministère de l'Intérieur et avec le retour de Darmanin nommé à la justice.

Que ce soit dans ses mots ou dans ses actes lorsqu'il en était le ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Balladur, Bayrou a toujours porté une vision passéiste et de destruction du Service Public d'éducation, qu'il souhaite en partie céder au privé. Pour la FSU 94, il s'inscrit dans la poursuite des Politiques libérales menées ces dernières décennies approfondissant la crise scolaire. Pour ce gouvernement, comme les précédents, la variable d'ajustement du budget pour lutter contre le déficit sont les services publics et la rémunération des fonctionnaires : la FSU 94 ne laissera pas faire, la justice fiscale doit guider la question budgétaire. En 10 ans la perte du pouvoir d'achat est considérable et pèse sur la crise du recrutement et le niveau des futures

retraites. La FSU, dans une démarche unitaire impulsera la grève et d'actions diverses afin que 2025 ne soit pas une année blanche pour les fonctionnaires. La question salariale est centrale pour enrayer cette spirale délétère, elle n'est plus seulement une question corporatiste. La FSU fait de la question salariale un axe central et transversal de nos luttes.

Elle continue à exiger l'abrogation immédiate de la réforme Borne reculant l'âge de départ à la retraite à 64 ans, le droit de départ à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités, et le refus de tout retour de la retraite « par points » que nous avons combattue.

Alors que notre système de santé au bord de l'effondrement est une des premières préoccupations de la population : carence de la médecine de ville, déserts médicaux, crise de l'hôpital public, difficultés du médico-social, la FSU revendique des personnels et des moyens financiers pour y répondre. La santé est un droit fondamental qui doit échapper aux lois du marché. La question de la santé au travail devient une question cruciale dans nos politiques revendicatives.

Les 80 ans de la Sécurité sociale est l'occasion d'impulser la convergence des forces associatives, politiques et syndicales pour reconstruire un système de protection sociale répondant aux besoins de la population. Elle appelle à participer à la journée de débat « Convergeons pour la Sécurité sociale » le 1^{er} février à Montreuil.

La FSU 94 organisera un stage à l'occasion des 80 ans de la sécurité sociale. Elle continuera de porter la mandat 100% sécu. La question de la reconnaissance du travail dans toutes ses dimensions doit être au centre d'une démocratie sociale qui reste à reconstruire.

C'est dans ce contexte que se tient le congrès 2025 de la Fédération Syndicale Unitaire du Val-de-Marne, qui doit assumer les responsabilités qu'exigent sa position majoritaire au sein de l'Éducation Nationale, de 2^e force syndicale de la Fonction publique d'État et désormais incontournable dans la FPT sur notre département. Cela doit se concrétiser rapidement pour donner des suites à la journée de grève du 5 décembre.

Conformément aux mandats du précédent congrès, la FSU 94 a d'ores et déjà mené un travail conséquent de lutte contre l'extrême droite, au travers de stages mais aussi en étant le moteur de la construction d'une section VISA 94 (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes). Ce travail sera

poursuivi et amplifié, afin de mener les luttes contre celles et ceux qui portent une vision funeste de la France. La FSU 94 continuera de faire connaître les votes et actions de l'extrême-droite, en totale contradiction avec leurs déclarations et de combattre le racisme qui en est le terreau. Elle organisera, dans le cadre du collectif intersyndical VISA, un stage en juin 2025. Elle renforcera son engagement dans la défense des migrant·e·s et des travailleurs·ses sans-papiers notamment avec RESF pour les jeunes et les familles d'enfants scolarisés.

Afin de construire des mobilisations les plus larges possible, la FSU 94, poursuivra le travail intersyndical dans lequel elle est engagée, en s'assurant que celui-ci se fasse dans de bonnes conditions et qu'il permette l'union et non les divisions, notamment en vue des élections professionnelles.

D'autre part, la FSU 94 devra développer les partenariats entre SN de la fédération comme c'est déjà le cas entre les territoriaux et la FSU-SNUipp. En vue des prochaines élections professionnelles, le BEFD pourra s'atteler au travail transversal entre tous les syndicats de la SD. Cela renforcera la FSU94 pour mener les luttes.

La FSU 94 soutiendra et s'engagera aux côtés des personnels mobilisés y compris par la grève dans cette période. Dans notre département où les AESH ont prouvé qu'elles sont capables de se mobiliser très largement, elle œuvrera à la réussite de la journée de défense des personnels AESH du 16 janvier. De même, au lendemain du procès des viols de Mazan, elle sera d'autant plus motrice afin que la grève féministe du 8 mars soit la plus suivie possible et que la culture du viol ou plus largement le patriarcat soit combattu dans la société dont nos organisations font partie intégrale. Enfin, elle mettra tout son poids dans la défense des retraité·es, notamment par la construction et la participation d'initiatives visant une amélioration des conditions de vie de ces dernier·es.

Dans un contexte d'instabilité institutionnelle inédite, notre fédération et ses syndicats doivent occuper l'espace des luttes idéologiques et sociales pour gagner contre les politiques libérales du bloc droite/extrême-droite. La convergence et l'unité des organisations syndicales de lutte et transformation sociale avec le mouvement social doivent continuer leur travail pour élargir et renforcer les rapports de force et exiger l'unité des partis de gauche.